

Rendez-vous historique pour Mgr Iba-Ba



Photo: SNN/L'Union

O.N.
Libreville/Gabon

C'EST désormais officiel : le Dialogue national inclusif qui se tiendra en avril 2024, sera présidé par l'archevêque de Libreville, Mgr Jean-Patrick Iba-Ba. C'est l'une des principales informations à retenir du communiqué relatif au projet de chronogramme de la Transition, lu hier par le porte-parole du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le colonel Ulrich Manfoumbi Manfoumbi. Le moins que l'on puisse dire c'est que Mgr Iba-Ba, très apprécié au sein de l'église gabonaise a, par cette nouvelle mission à lui confiée par les autorités de la Transition, un rendez avec l'histoire de notre pays. Et ce sera quatre ans après sa promotion comme archevêque de Libreville, en mars 2020. Une nouvelle occasion qui s'offre à lui pour réaliser son projet décliné à sa prise de fonction : "Ma seule ambition est d'être le serviteur de tous". De ce point de vue, on peut dire que le président de la Transition, le général Brice Oligui Nguema, et ses frères d'armes du CTRI ont vu juste en confiant la présidence du futur Dialogue national à cet homme d'église. Sans doute que ces derniers ont été inspirés par la Conférence nationale de 1990

qui avait été présidée par Mgr Basile Mve Engone, à l'époque évêque du diocèse d'Oyem. Il deviendra archevêque de Libreville par la suite.

Après son baccalauréat en 1989, Jean-Patrick Iba-Ba entre au séminaire et est envoyé par son évêque au cycle de philosophie du grand séminaire Emile Biayenda à Brazzaville (Congo) pour sa formation sacerdotale. Il a suivi par la suite une formation théologique à l'université pontificale urbaine de Rome, en Italie, avant d'être ordonné prêtre pour l'archidiocèse de Libreville au terme de ce cursus...

En 2024, il est nommé curé de la paroisse Saint-Michel, à Ndjolé, avant de reprendre des études à l'Urbanium, de 2004 à 2009, où il a obtenu un doctorat en droit canon. Il devient le 3^e évêque du diocèse de Franceville en 2018, après avoir assumé des responsabilités à la tête du séminaire Saint-Augustin (vice-recteur et recteur), et directeur national adjoint des Ecoles catholiques et aumônier général des Instituts catholiques d'éducation.

Sa fonction ecclésiastique justifie chez lui une foi solide, de bonnes mœurs, la piété, le zèle des âmes, la sagesse, la prudence et les vertus humaines. Autant d'aptitudes qui lui confèrent la compétence de diriger un Dialogue national inclusif.

L'archevêque de Libreville, Mgr Jean-Patrick Iba-Ba.

La présidentielle éventuellement en août 2025

A.M.
Libreville/Gabon

À travers un communiqué lu hier lundi 13 novembre 2023 par son porte-parole, Ulrich Manfoumbi Manfoumbi, le CTRI a donc rendu public le projet de chronogramme devant sous-tendre la mise en œuvre de ses actions durant la période de la Transition dont le point d'orgue sera indubitablement la tenue de la présidentielle, laquelle a été annoncée, au regard dudit projet, pour le mois d'août 2025. Dans la foulée devraient également se tenir les législatives et les sénatoriales. A cette allure, on s'achemine vers la tenue d'élec-

tions générales durant cette période d'août 2025 si tant est que le Dialogue national prévu pour le mois d'avril 2024 entérine ces propositions du CTRI. En effet, ce chronogramme, à en croire le porte-parole du CTRI, n'est en réalité qu'une feuille de route proposée par les tenants actuels du pouvoir qui, à bien y regarder, ne semblent pas avoir l'intention de s'éterniser au pouvoir. Même si de nombreuses voix au sein de la population s'élèvent pour les inciter à diriger le pays le plus longtemps possible, les politiques ayant brillamment échoué. Si ces propositions sont entérinées lors du Dialogue national, la transition n'aura duré en définitive que deux ans, pas plus.

Reste maintenant à savoir si ceux qui ont des intérêts à préserver, en l'occurrence les politiques dont nombreux sont présents au sein des institutions de la Transition, ne seront pas tentés de jouer les prolongations. En amenant ce délai à trois ans par exemple. Maintenant que les choses se précisent plus ou moins, les états-majors politiques, notamment ceux qui se sont agités pour faire coûte que coûte partie de la Transition sont tenus de bien se préparer pour faire bonne figure lors des prochaines consultations électorales. Plutôt que d'attendre que d'autres forces travaillent en leur lieu et place et eux, d'attendre uniquement la récolte des dividendes. (Le Chronogramme en page 4)



Photo: Wilfried MBINAH/L'Union

Une électrice accomplissant son devoir citoyen lors de la présidentielle de 2016 au Gabon.